



Envoi au contrôle de légalité le : 9 décembre 2022

Publication électronique le : 9 décembre 2022

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 21 NOVEMBRE 2022

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

Secrétaire : M. Alexandre MALFAIT

Étaient présents : M. Jean-Claude LEROY, Mme Mireille HINGREZ-CÉRÉDA, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Valérie CUVILLIER, M. Bertrand PETIT, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Marc TELLIER, M. Ludovic LOQUET, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Laurence LOUCHAERT, M. Laurent DUPORGE, M. Alain MEQUIGNON, Mme Evelyne NACHEL, M. François LEMAIRE, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Jacques COTTEL, Mme Caroline MATRAT, M. Sébastien CHOCHOIS, Mme Sophie WAROT-LEMAIRE, M. André KUCHCINSKI, Mme Fatima AIT-CHIKHEBBIH, Mme Carole DUBOIS, M. Olivier BARBARIN, Mme Zohra OUAGUEF, M. Etienne PERIN, Mme Maryse DELASSUS, M. Claude BACHELET, M. Bruno COUSEIN, Mme Stéphanie GUISELAIN, M. Philippe FAIT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Alexandre MALFAIT, Mme Sylvie MEYFROIDT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Brigitte PASSEBOSC, M. Marc SARPAUX, Mme Marie-Line PLOUVIEZ, M. Steeve BRIOIS, M. Ludovic PAJOT.

Excusé(s) : Mme Maryse CAUWET, Mme Karine GAUTHIER, M. Pierre GEORGET, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT.

Assistant également sans voix délibérative : M. Jean-Louis COTTIGNY, Mme Emmanuelle LEVEUGLE

Excusé(s) sans voix délibérative : M. Michel DAGBERT

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA VIE ACTIVE
POUR LE POINT LOGEMENT JEUNES - ANNÉE 2022**

(N°2022-466)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-4 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.115-1 et suivants et L.262-1 et suivants ;

Vu la délibération n°2021-257 du Conseil départemental en date du 01/07/2021 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

Vu la délibération n°2017-230 du Conseil départemental en date du 30/06/2017 « Pacte des Solidarités et du développement social » ;

Vu la délibération n°9 du Conseil départemental en date du 28/09/2015 « Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) du Pas-de-Calais 2015-2020 - Premier plan fusionné Logement-Hébergement » ;

Vu la délibération n°12 du Conseil Général en date du 04/11/2013 « Pacte territorial pour l'Insertion - Pacte départemental pour la Jeunesse - Mise en place de quatre mesures phares en faveur du logement, de la mobilité et de la citoyenneté » ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

Vu l'avis de la 2^{ème} commission « Solidarités Humaines » rendu lors de sa réunion en date du 07/11/2022 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1 :

D'attribuer à l'association « La Vie Active », une subvention de 60 000 € au titre de l'année 2022, pour le fonctionnement du Point Logement Jeunes de BETHUNE, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

Article 2 :

D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'association « La Vie Active », la convention précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de cette subvention, dans les termes du projet joint à la présente délibération.

Article 3 :

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C02/513B03	6568/9351	Foyers jeunes travailleurs – résidence habitat	290 000,00	60 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 44 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe Union pour le Pas-de-Calais ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

(Adopté)

.....
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 21 novembre 2022

Pour le Président du Conseil départemental,
La Directrice Générale des Services,

Signé

Maryline VINCLAIRE

Pôle Solidarités

Direction de l'enfance et de la famille

..... **CONVENTION**

Objet : Convention de partenariat et de financement entre le Département et l'association La Vie Active pour son action visant à favoriser l'accès des jeunes à un premier logement autonome.

Entre le Département du Pas-de-Calais, dont le siège est en l'Hôtel du Département, rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par Monsieur **Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 21 novembre 2022,

Ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et :

La Vie Active – Point Logement Jeunes, dont le siège est situé au 4 rue Beffara 62000 ARRAS, identifié au répertoire sous le numéro SIRET 77562993401535 représenté par son Président Alain DUCONSEIL, dûment autorisé à signer la présente convention,

Ci-après désignée par « l'association »

d'autre part.

Vu la délibération de la Commission Permanente en date du 21 novembre 2022.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention par le Département du Pas-de-Calais à l'association et les modalités de contrôle de son emploi.

Déclaration préalable de l'association

L'association déclare être en règle avec les règles et les obligations comptables et fiscales qui s'appliquent aux associations de droit privé à but non lucratif et à leurs activités.

Elle déclare que l'activité pour laquelle elle a sollicité la participation n'est pas assujettie de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et qu'elle n'a pas exercé d'option pour l'assujettir volontairement à cette taxe. En conséquence, elle déclare ne pas récupérer la T.V.A. au titre de l'activité visée en objet de la convention.

Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1: CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION :

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et l'association pour la mise en œuvre de son activité définie à l'Article 2.

ARTICLE 2 : NATURE DE L'ACTION, OBJET DE LA PARTICIPATION :

La subvention est accordée par le Département pour la réalisation par l'association de l'action suivante : assurer l'hébergement de jeunes entre 18 et 21 ans, en difficulté, disposant d'un minimum de revenus en leur permettant d'accéder à un hébergement provisoire.

Au-delà de favoriser l'accès à un premier logement, l'association accompagne les jeunes dans leurs démarches administratives, scolaires, professionnelles et budgétaires.

ARTICLE 3 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION :

La présente convention s'applique pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période après signature. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour l'exécution de la fin de l'action et les besoins de l'apurement juridique et /ou financier de situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, elle ne peut se poursuivre pour une nouvelle action ou une nouvelle période annuelle par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

I - L'association s'engage à réaliser son activité dans les conditions définies dans sa demande de subvention et acceptées par le Département et à affecter le montant de la subvention au financement de son action telle que décrite à l'Article 2.

Plus généralement, l'association s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non réalisation ou la réalisation partielle de l'action financée et à accepter le contrôle des services du Département.

II - L'association s'engage à fournir au Département, dans les conditions prévues à l'Article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, une copie certifiée conforme des budgets et comptes de l'exercice écoulé.

En outre, elle s'engage à communiquer un bilan de cette activité et tous documents faisant connaître les résultats de celle-ci et permettant notamment, d'établir un compte rendu de l'emploi de la participation (bilan quantitatif et qualitatif de l'action, production de rapport d'activité, revue de presse, actes...)

Le compte rendu de l'emploi de la participation devra être adressé au Département dans les 4 mois suivant la fin de l'exercice.

Les documents comptables devront être produits au Département avant le 30 juin de l'exercice suivant celui auquel ils se rapportent.

ARTICLE 5 : OBLIGATION PARTICULIERE (INFORMATION DU PUBLIC) :

Lors de toute communication écrite ou orale, au public, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative à l'activité financée, l'association s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport financier du Département.

A cet effet, l'organisme s'engage à promouvoir l'image du Département en faisant figurer le logo du Conseil départemental sur les supports de communication utilisés (bulletins, programmes, objets publicitaires, affiches, autocollants, etc...)

La présente clause comporte nécessairement autorisation d'utiliser le logo du Conseil départemental à condition d'en respecter l'intégrité définie par la charte graphique.

Remboursement total notamment :

- Dès lors qu'il sera établi l'absence totale de comptabilité au niveau de l'Association;
- Ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- Ou dès lors qu'il sera établi que l'Association ne valorise pas l'image et le partenariat du Département ;

Remboursement partiel : notamment :

- Dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'association a cessé l'activité conventionnée (application de la règle du prorata temporis)
- Ou lorsque les objectifs quantitatifs de l'action ne sont pas atteints

ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS :

En cas de difficulté relative à l'exécution de la présente convention, les parties tenteront de trouver une solution amiable. Toute difficulté devra être portée devant le tribunal Administratif de LILLE.

ARRAS, le

En 2 exemplaires originaux

Pour le Département du Pas-de-Calais

La Vice-Présidente

Evelyne NACHEL

Pour l'association La Vie Active

Le Président

Alain DUCONSEIL

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Service Départemental des établissements et services
médico-sociaux

RAPPORT N°46

Territoire(s): Artois

EPCI(s): C. d'Agglo. de Béthune Bruay Artois Lys, Romane

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 21 NOVEMBRE 2022

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA VIE ACTIVE POUR LE POINT LOGEMENT JEUNES - ANNÉE 2022

Le « Point Logement Jeunes » (PLJ) de Béthune, géré depuis le 1^{er} avril 2019 par l'association « La Vie Active », héberge des jeunes entre 18 et 25 ans, en difficulté, disposant d'un minimum de revenus. Son but est de permettre à ces jeunes d'accéder à un hébergement provisoire.

Au-delà de favoriser l'accès à un premier logement, le PLJ propose d'accompagner les publics accueillis dans les démarches nécessaires pour accéder à un logement de droit commun dans le parc privé ou public. L'accompagnement proposé revêt trois dimensions :

- Accompagnement logement :

Il a pour objectif de permettre l'accès dans un logement autonome dans les conditions les plus satisfaisantes pour le jeune. Les actions menées sont les suivantes : aide à la recherche d'un logement, aide à la réalisation des démarches de demandes de logement, contacts avec les acteurs publics, aide à la préparation des dossiers au titre de l'accès au logement (FSL...), aide à la gestion budgétaire et à la maîtrise des dépenses, à la gestion des énergies, entretien, appropriation du logement, mode de vie dans le logement, relations de voisinage, insertion dans l'environnement social, accompagnement lors de visites de logements.

- Accompagnement social et administratif :

Il a pour objectif de favoriser l'accès aux droits, l'exercice de la citoyenneté, l'insertion professionnelle, l'accès à la culture et aux loisirs. L'accompagnement vise aussi à favoriser l'inclusion de ces jeunes à la vie de la cité tout au long de leur accompagnement pour optimiser leur autonomie.

- Accompagnement santé et vie quotidienne :

Il a pour objectif de faciliter l'accès aux soins, de favoriser la prise de conscience des difficultés liées à l'addiction, de réduire les risques et les dommages liés à une consommation excessive, d'apporter une aide aux démarches d'ouverture des droits, d'orienter vers les organismes et professionnels de santé adaptés.

La structure dispose de 33 places d'accueil, dont 10 réservées pour le suivi de jeunes majeurs relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance âgés de 18 à 21 ans.

Depuis la reprise de PLJ par l'association « La Vie Active », l'activité est la suivante :

- 2019 : 27 jeunes pris en charge pour 3 256 journées réalisées.
- 2020 : 41 jeunes pris en charge pour 5 510 journées réalisées.
- 2021 : 35 jeunes pris en charge pour 6 128 journées réalisées.

En 2021, 70 % des jeunes accueillis étaient hébergés auparavant en foyer. Ils ont été orientés soit par des établissements et services de protection de l'enfance (70%) soit directement par les MDS (30%).

19 sorties de dispositif ont eu lieu. Elles se sont faites en majorité vers le parc locatif privé ou public (12 sur 19, soit 63%). Les autres jeunes sont retournés en famille ou chez des tiers ou ont intégré un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) ou un Centre d'Hébergement de Réinsertion Sociale (CHRS) (soit 37%).

La Vie Active sollicite pour 2022 le renouvellement du financement accordé par le Département du Pas-de-Calais pour le fonctionnement du Point Logement Jeunes à hauteur de 60 000 €.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- D'attribuer à l'association « La Vie Active » une subvention de 60 000 € au titre de l'année 2022 ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'association La Vie Active, la convention jointe en annexe précisant les modalités de versement et les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de cette subvention.

La dépense serait imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C02/513B03	6568/9351	Foyers jeunes travailleurs - résidence habitat	290 000,00	93 000,00	60 000,00	33 000,00

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 07/11/2022.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY